

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et des Premiers ministres des trois républiques baltes, de Pologne, de Bulgarie, d'Hongrie, de Roumanie, de Slovaquie et de République tchèque, sur les négociations au sein de l'Union européenne concernant le paquet énergie/climat, à Gdansk le 6 décembre 2008.

M. DONALD TUSK - Mesdames et Messieurs, nous avons terminé une très importante rencontre. Nous cherchons un accord sage, une position commune pour le Conseil européen. Dans ces recherches, il y a deux objectifs égaux. Tout d'abord, nous voulons confirmer la disposition de l'Europe pour la protection du climat, comme nous l'avons envisagé en 2007. Secundo, nous voulons avoir de telles méthodes que, honnêtement, nous pouvons appeler méthodes solidaires. Monsieur le Président, Nicolas SARKOZY, en tant que chef de la Présidence, mais aussi, en tant qu'homme politique comprenant l'ensemble de l'Europe, s'est avéré être un très bon patron, aussi, en ce qui concerne nos craintes et nos incertitudes en ce qui concerne les effets économiques du paquet climat/énergie. Les Etats que nous représentons, les trois républiques baltes, la Bulgarie et la Roumanie, veulent un accord pour le climat, une concertation pour le climat et une concertation que mèneront nos Etats aussi en ce qui concerne l'économie. Nous cherchons et, tout doucement, nous trouvons des solutions qui, nous l'espérons, nous rapprochent d'un compromis sage, raisonnable. Il y a encore beaucoup de travail qui nous attend, mais nous donnons un fort mandat à Monsieur le Président SARKOZY afin qu'il représente aussi notre point de vue pour obtenir une position bonne pour l'ensemble de l'Union européenne. Tous les pays partent de GDANSK convaincus que nous avons vraiment fait un bon pas dans le bon sens.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Je tiens à remercier le Premier Ministre Donald TUSK pour son invitation et son initiative, son hospitalité et son sens du compromis. Je crois pouvoir dire que tous les Etats qui sont présents sont engagés dans la protection de l'environnement et veulent trouver un compromis. Je souhaite que l'Europe adresse au monde entier un message de respect sur le calendrier et sur les objectifs qui ont été fixés en mars 2007 au Conseil européen : les trois fois vingt, en 2020. Je crois que tous, ici, nous sommes convaincus de l'importance de la défense de l'environnement et de l'obligation que nous avons de trouver un compromis efficace, spécialement au moment où le président élu des Etats-Unis d'Amérique a indiqué combien la défense de l'environnement sera un objectif pour les Etats-Unis.

Nous avons beaucoup travaillé et progressé. Nous ne sommes pas encore au bout de la discussion mais nous avons progressé. Les pays qui sont ici souhaitent que la solidarité qui est un des fondements de la construction européenne, soit prise en compte de façon un peu plus ambitieuse. Je dois donc trouver les voies et les moyens pour que cette solidarité s'exprime. Je crois également que la proposition de la Présidence, mise sur la table, d'une possibilité de

crois également que la proposition de la Présidence, mise sur la table, d'une possibilité de dérogation pour les pays qui dépendent énormément du charbon est quelque chose qui intéresse nos amis. Naturellement, une fois le principe retenu, il convient de fixer la pente, de fixer la date et de prévoir des soupapes pour que la détermination soit maintenue sans rigidité.

Il y a d'autres problèmes propres à chaque pays qui tiennent, pour les uns, à la fermeture d'une centrale nucléaire, pour les autres, à la dépendance dans l'approvisionnement d'électricité d'un grand pays voisin. Mais cela progresse.

Maintenant, je dois me retourner vers d'autres pays européens. Demain, je parlerai longuement avec la Chancelière Madame MERKEL. Lundi, je serai à Londres et nous allons continuer à travailler jusqu'à la dernière minute et, naturellement, pendant la réunion de jeudi et vendredi. Nous sommes tous conscients de notre responsabilité dans l'adoption de ce paquet énergie/climat. Cela demande de grands efforts, aux uns comme aux autres. Mais l'Europe, j'en suis convaincu, sera au rendez-vous. L'Europe doit montrer l'exemple et, si l'Europe veut montrer l'exemple, l'Europe doit être crédible.

Et, en tout cas, cher Donald, c'était très utile de pouvoir avoir cette conversation et je remercie tous les chefs de gouvernement d'avoir fait le déplacement pour que nous ayons cet échange. J'ai bien conscience que c'est une innovation dans la façon de travailler en Europe mais, enfin, ce qui compte, c'est qu'à l'arrivée, on arrive à trouver les voies du compromis et du consensus.

Aujourd'hui, j'ai bon espoir que l'on puisse y arriver même si, comme l'a dit Donald TUSK, il reste du chemin à accomplir.

M. SERGUEI STANICHEV - J'aimerais remercier le président SARKOZY pour son engagement et pour sa détermination à parvenir à un compromis, à une bonne décision sur le paquet énergie/climat. Nous voulons tous, effectivement, parvenir à un compromis. J'aimerais remercier Monsieur SARKOZY pour tout ce qu'il fait actuellement. Si plus de choses pouvaient être discutées de cette façon, je crois que l'Union européenne s'en sortirait encore mieux. Je crois que la volonté est là de la part de la Présidence ainsi que de la part des pays qui ont exprimé certaines inquiétudes quant à la proposition. La Commission européenne, aussi, est de bonne volonté et j'espère vraiment que nous parviendrons à un compromis raisonnable. Nous avons tous la volonté de mettre en oeuvre ce que nous avons décidé en mars 2007. La question est de savoir comment et consiste à savoir comment exprimer cette fameuse solidarité, comment reconnaître les efforts qui ont été faits par les différents pays qui ont vraiment réduit leurs émissions entre 1990 et 2005 et qui les ont réduites de manière très substantielle. Et c'est une contribution commune. Je crois que, vu la bonne volonté qui existe, tout est possible. Merci.

M. ANDRUS ANSIP - Nous voulons également participer à la construction d'un marché commun de l'énergie au sein de l'Union et je suis sûr que la réunion d'aujourd'hui nous a aidés à nous rapprocher de cet objectif. C'est la chose la plus importante dans ce marché commun de l'énergie et l'Estonie soutient effectivement ce paquet énergie/climat proposé par la Commission européenne. J'espère vraiment que nous parviendrons à ce consensus lors de notre prochain Sommet à Bruxelles.

J'aimerais cordialement remercier Donald pour tout ce qu'il a fait pour organiser cette réunion. J'aimerais aussi vous remercier, vous, Nicolas, d'avoir bien voulu participer à cette réunion. Merci encore.

M. IVARS GODMANIS - Merci beaucoup, Donald, de nous avoir invités ici. Nous pensons vraiment trouver un compromis l'année prochaine. Les bases du compromis ont été discutées aujourd'hui. Nous n'y sommes pas encore tout à fait, il reste un petit bout de chemin à parcourir. Merci beaucoup pour tous les efforts faits jusqu'à présent.

M. GEDIMINAS KIRKILAS - Premièrement, je voudrais remercier Donald TUSK. J'apprécie également tous les efforts qui ont été déployés aujourd'hui par le Président Nicolas SARKOZY. Je crois que nous avons eu une très bonne conversation pendant le déjeuner et je crois que nous nous rapprochons de plus en plus d'un compromis et je suis sûr que nous y parviendrons car c'est une Europe qui sera fondée sur la solidarité.

Nous sommes ici à Gdansk. C'est une ville symbole, la ville de Solidarnosc. Merci.

M. FERENC GYURCSANY - Nous avons eu une réunion très importante, très utile. Nous avons

pris des mesures très utiles pour, enfin, parvenir à un compromis.

M. CALIN POPESCU-TIRCEANU - Mesdames et messieurs, il est clair que nous sommes tous ici, ensemble, afin de faire avancer l'Europe et de ne pas s'arrêter sur cet élan. C'est la raison pour laquelle je suis heureux que nous ayons trouvé une possibilité de solution fondée sur un compromis aujourd'hui, fondée sur les principes de l'Union européenne, notamment la solidarité, en tenant compte du fait que nos huit pays ont fait des efforts importants entre 1990 et 2005, moment où on a atteint un pourcentage de réduction beaucoup plus élevé, en fait, compte tenu de notre poids économique au sein de l'Europe en terme de PIB. Donc, notre contribution en termes de réduction a été beaucoup plus importante proportionnellement. C'est pour cela que nous voulions être pris en compte. Nous reconnaissons également que l'effet de la crise économique mondiale sera particulièrement important sur nos économies qui sont plus faibles que les économies occidentales.

Nous sommes très heureux d'être parvenus à ce compromis. J'aimerais remercier notre hôte et le Président Nicolas SARKOZY et j'attends avec impatience notre prochaine réunion, la semaine prochaine, au Conseil européen.

M. ROBERT FICO - Merci beaucoup pour cette réunion. Je voudrais dire que la Slovaquie va soutenir le paquet énergie/climat en décembre à Bruxelles. En même temps, j'aimerais dire que le plus important pour la Slovaquie consiste à savoir comment on peut tenir compte des efforts des nouveaux Etats membres de l'Union européenne dans la réduction des émissions entre 1990 et 2005. Nous avons soumis une proposition au nom de la Slovaquie. Apparemment, cette proposition pourrait constituer la base d'une négociation et je remercie tous les chefs d'Etat concernés d'avoir soutenu cette proposition. Merci.

M. ALEKSANDR VONDRA - J'aimerais d'abord remercier le Premier Ministre TUSK de nous avoir invités le jour de la Saint-Nicolas à Gdansk. Dans mon pays, nous célébrons la Saint-Nicolas, qui s'approche des enfants avec des petits anges et des petits diables et dans leurs bagages, les diables ont des cadeaux pour les enfants sages. Ici, nous sommes les sages enfants. Nous avons fait tous les efforts pour réduire nos émissions de CO2 depuis 1990 et, en fait, j'espère que nous allons pouvoir fabriquer du chocolat pour la réunion du Conseil. Il va falloir beaucoup d'efforts pour cela mais nous vous remercions de cette réunion qui a beaucoup éclairci les malentendus et je pense que nous trouverons une solution. Cela ne sera pas facile mais il n'y a pas d'autre moyen que de trouver une solution.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Avec l'autorisation de Donald, si je peux prendre deux questions et après, j'ai un discours à prononcer et des rendez-vous à assumer...

QUESTION - Monsieur le Président, bonne fête d'abord et est-ce que, finalement, ce n'est pas gênant dans la ville de Gdansk, la ville de Solidarnosc, celle de Solidarité disait le Président WALESZA, de voir que, finalement, l'offre européenne en matière de paquet climat/Energie n'est pas suffisamment à la hauteur de l'enjeu sur le plan de la solidarité financière ? Est-ce que cette barre de 10% concernant le produit bien sûr des revenus des enchères peut être modifié et, compte tenu des réticences de Madame MERKEL sur ce sujet et sur d'autres secteurs, est-ce que vous pensez vraiment pouvoir obtenir un accord ambitieux la semaine prochaine à Bruxelles ?

Merçi.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - La solidarité, c'est un principe européen sur lequel personne ne doit revenir. Des propositions ont été faites. Certaines me semblent très raisonnables et c'est le rôle de la Présidence, en accord avec la Commission, de se battre pour les faire passer. Dans le paquet énergie/climat, il n'y a pas que le fonds de solidarité à 10%, il y a d'autres éléments qui permettent d'exprimer la solidarité. Par exemple, les exigences en termes d'énergies renouvelables ne sont pas les mêmes selon les pays. Mais je ne crois pas que l'on puisse entrer dans le détail. Nous sommes, comme vous l'avez vu, en pleine négociation. Il y a des équilibres à trouver, c'est tout à fait naturel. C'est extrêmement complexe, cela met en cause les perspectives de croissance, cela change les modèles de production, le tout dans une crise financière et économique sans précédent. Et c'est déjà, me semble-t-il, un signal politique très fort que, malgré la crise, aucun pays membre de l'Union ne souhaite remettre en cause, ni le

calendrier, ni les objectifs.

Pour le reste, on a encore huit jours, c'est bien suffisant pour obtenir un accord. Et si j'en juge par les pronostics, si l'on obtient cet accord, je suis certain que la presse européenne n'hésitera pas à dire que c'est un vrai succès pour l'Europe. Je crois profondément que nous n'avons pas le droit d'échouer, si l'on veut une Europe politique qui montre l'exemple.

L'Allemagne, comme tous les autres pays, exprime une opinion. Nous sommes à la fin d'une négociation. Je dois prendre en compte les avis et les opinions de chacun et essayer de trouver des compromis. On ne peut pas reprocher à l'Allemagne d'exprimer une position. En tout cas, cela ne ferait pas avancer les choses que de faire quelque reproche que ce soit. L'Allemagne a des problèmes avec son industrie. L'Allemagne ne conteste pas le principe de la solidarité mais souhaite la voir comptabilisée d'une autre façon. C'est un débat à la fois technique et politique que j'aurai dès demain.

QUESTION - Monsieur le Président, vous allez rencontrer le DALAI LAMA tout à l'heure. Vous avez beaucoup hésité avant de le rencontrer. Est-ce que vous n'avez pas peur que cela vous fasse perdre sur les deux tableaux. D'une part, devant le DALAI LAMA qui a dit qu'il venait pour vous dire bonjour - il a dit cela hier - et, d'autre part, vis-à-vis des Chinois qui ont dit qu'ils allaient boycotter les produits français en Chine ? Merci.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Pardon, mais je n'ai jamais hésité puisqu'à chaque fois que j'ai pris la parole sur le sujet, j'ai indiqué que je rencontrerai le DALAI LAMA avant la fin de l'année 2008. Et je m'en remets à votre honnêteté que je sais grande. Reprenez toutes mes déclarations. Dans toutes les déclarations, j'ai indiqué que je rencontrerai le DALAI LAMA avant la fin de l'année 2008. Vous pouvez en porter témoignage vous-même. J'ai toujours dit la même chose, il n'y a aucune hésitation. J'ai considéré - et le DALAI LAMA avec moi - que la période des Jeux Olympiques, événement international qui a mobilisé de façon extraordinaire l'ensemble de la Chine autour de cet événement, faisait obligation au Président du Conseil européen de se rendre aux Jeux Olympiques au nom de mes collègues. J'avais interrogé tous mes collègues pour avoir leur accord. J'avais d'ailleurs dit, dès cette époque-là, que je rencontrerai le DALAI LAMA avant la fin de l'année 2008. A ma connaissance, l'année 2008 n'est pas finie. Je rencontrerai donc le DALAI LAMA. Pour le reste, écoutez, il ne faut pas dramatiser les choses. J'ai toujours considéré qu'il n'y avait qu'une Chine, que le Tibet faisait partie de la Chine, que le DALAI LAMA, lui-même, n'appelle pas à l'indépendance du Tibet. Il faut voir ces choses tranquillement, sereinement. Le monde a besoin d'une Chine ouverte, qui participe à la gouvernance mondiale. La Chine a besoin d'une Europe puissante, qui donne du travail aux entreprises en Chine. Nous avons le devoir de travailler ensemble. Il convient de ne dramatiser aucun rendez-vous. Je suis libre, en tant que Président de la République française, de mon agenda et, en tant que Président du Conseil européen, je porte des valeurs, des convictions. C'était mon devoir de le faire et je le fais bien volontiers. Ne tendons pas les choses, le monde n'en a pas besoin et cela ne correspond pas à la réalité.

Je vous remercie.